

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX****RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(RC)*****L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest

***Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)***

M. le Directeur interdépartemental, par délégation de signature de M. le Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, par arrêté n°2025-25 du 16/09/2025

***Objet de la consultation***

**Accords-cadres à bons de commande relatifs à la fourniture et à la mise en œuvre de produits de marquage de la signalisation horizontale sur le réseau routier national géré par la DIR Nord-Ouest :**

**Lot n°1 – District Normandie-Centre**

**Lot n°2 – District Manche-Calvados**

**Lot n°3 – District de Rouen**

***Remise des offres***

**Date et heure limites de réception : vendredi 7 novembre 2025 à 12h00 (heure locale de l'adresse du RMO)**

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>5</b>
2-1. Définition de la procédure.....	5
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
2-3. Nature de l'attributaire.....	5
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	5
2-5. Variantes.....	6
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	6
2-8. Durée du marché et délais d'exécution.....	6
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
2-10. Délai de validité des offres.....	6
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	6
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	6
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	6
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	6
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	7
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	7
<b>ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>8</b>
3-1. Solution de base.....	8
3-2. Variantes.....	14
<b>ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....</b>	<b>14</b>
4-1. Sélection des candidatures.....	14
4-2. Jugement et classement des offres.....	14
4-3. Documents à fournir par les candidats pressentis.....	17
<b>ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....</b>	<b>17</b>

<b>5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....</b>	<b>17</b>
<b>5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>19</b>

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

*Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne la fourniture et la mise en œuvre de produits de marquage de la signalisation horizontale sur le réseau routier national géré par la DIR Nord-Ouest.

Ces accords-cadres mono-attributaires concernent aussi bien les travaux de repassage (entretien) que de rétablissement (sur enrobé neuf), de la signalisation horizontale. Dans les deux cas, ils font principalement appel aux techniques à base d'enduit à chaud (pulvérisé ou rideau) pour les lignes longitudinales les plus sollicitées que sont les bandes d'axe et de rives droite. Les produits Visibles de Nuit par Temps de Pluie (VNTP), de type a ou b, seront l'essentiel des besoins de la DIRNO en rétablissement. Les Dispositifs d'Alerte Sonore (DAS) seront également mis en œuvre durant la période 2025-2029, en barrettes, noires ou blanches, ainsi que les DAS engravés, en particulier sur autoroutes.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : l'ensemble du réseau routier national non concédé géré par la DIR Nord-Ouest. Cela comprend : les routes, les ouvrages d'art, les voiries annexes, les aires, le patrimoine immobilier, etc.

Le marché comprend 3 lots géographiques décomposés de la façon suivante (cf. carte en annexe n°1 au CCTP) :

- Lot n°1 - District Normandie - Centre : RN 10 (28, 37 et 41), RN 12 (27, 28 et 61), RN 13 (27 et 78), RN 123 (28), RN 154 (28), RN 254 (27 et 28), RN 1013 (27) et RN 1154 (28) ;
- Lot n°2 - District Manche - Calvados : A 84 (14 et 50), RN 13 (14 et 50), RN 158 (14), RN 174 (50), RN 175 (50), RN 176 (50) et RN 814 (14) ;
- Lot n°3 - District de Rouen : A 28 (76 et 80), A 150 (76), A 151 (76), RN 27 (76), RN 28 (76), RN 31 (76 et 60), RN 138 (76), RN 338 (76) et RN 1338 (76) et RN 2027 (76).

Selon les prestations et cela sera précisé dans chaque bon de commande :

- elles seront soumises aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail, articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11. En conséquence l'attention des candidats est attirée sur les stipulations de l'article 7-6 du Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- ou elles relèveront de la catégorie 2 ou 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993). Cela concernera notamment les prestations de travaux de pose ou de dépose réalisées en fonction des enjeux de coordination des interventions à réaliser.

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux

dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique (CCP).

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions relatives aux interventions urgentes définies à l'article 4-5 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

## **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

### **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 3 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
<b>Lot n°1</b>	District Normandie-Centre
<b>Lot n°2</b>	District Manche-Calvados
<b>Lot n°3</b>	District de Rouen

### **2-3. Nature de l'attributaire**

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

### **2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **2-5. Variantes**

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

## **2-6. Prestations supplémentaires éventuelles**

sans objet.

## **2-7. Exigences minimales de la négociation**

Sans objet.

## **2-8. Durée du marché et délais d'exécution**

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées dans l'acte d'engagement.

## **2-9. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-10. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

Sans objet.

## **2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

Les mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

## **2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain**

Sans objet.

## **2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

## **2-16. Clauses sociales et environnementales**

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

### **S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social. En effet, dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le donneur d'ordre a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L. 2112-2 du CCP, en incluant une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté.

Cette clause est applicable aux lots identifiés dans l'article 1.6.5 du Cahier des Clauses Administratives Particulières et l'annexe clause précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

L'entreprise qui se verra attribuer le marché, devra réaliser une action d'insertion qui participe ou permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Dans le cas où le soumissionnaire fait une proposition inférieure au volume minimum d'actions d'insertion, ou ne fait pas de proposition, son offre est considérée comme irrégulière et sera rejetée par le donneur d'ordre.

### **S'agissant de la clause environnementale**

Conformément aux articles n°7 et 20.2 du CCAG,, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

À cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Ces conditions sont les suivantes :

- organisation des prestations de manière à limiter l'impact environnemental des déplacements ;
- respect des dispositions du Schéma Organisationnel de la GEstion des Déchets (SOGED) ;

- pendant les trajets sur les voiries, le titulaire s'assurera qu'aucun déversement provenant de ses engins (eau, déchets, huile, etc.) ne se produira sur les chaussées ;
- un bilan des émissions de gaz à effet de serre des prestations selon les modalités définies à l'article 1.6-5.2 du CCAP.

Il sera fait application de l'article 36 du CCAG Travaux pour les dispositions relatives à la gestion des déchets de chantier. Les déchets devront faire l'objet d'un suivi numérique des déchets dans les applications TrackDéchets et RNDTS conformément à l'article 2-3 du CCTP.

Ces conditions sont les suivantes :

- respect des dispositions du SOGED
- établissement d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre
- établissement d'un bilan de la collecte, gestion et valorisation des déchets, notamment dangereux, et matériaux excavés

Les clauses environnementales sont détaillées dans le CCTP. La remise des documents est prévue à l'article 9.5 du CCAP.

## **ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

### **3-1. Solution de base**

#### **3-1.1. Documents fournis aux candidats**

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
  - annexe n°1 : la carte du réseau routier du district concerné ;
  - annexe n°2 : Modèle de tableau de recueil des données des chantiers réalisés ;
- La/Les pièce(s) non contractuelle(s) destinée(s) au jugement de l'offre.
  - le détail estimatif indicatif (DEI).



### **3-1.2.** Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernant le lot** pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

**dans un sous dossier :**

Les candidats souhaitant soumissionner sur plusieurs lots, pourront ne fournir qu'un seul sous dossier contenant l'ensemble des éléments requis pour ces lots.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat sont les suivantes.

#### **SITUATION PROPRE DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES :**

Si le candidat utilise le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec l'inscription sur le registre professionnel ou le registre du commerce (parties II, III et IV A).
- Le(s) lot(s) pour lequel/lesquels la candidature est déposée ;

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- La forme juridique du candidat ;
- En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- L'inscription sur le registre professionnel ou sur le registre du commerce ;
- Le(s) lot(s) pour lequel/lesquels la candidature est déposée.

#### **Capacité économique et financière**

##### **Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :**

Si le candidat utilise le DUME :

Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec : Le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché (partie IV B 1bb) et les bilans ou extraits de bilans (partie IV B6).

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- Des bilans ou extraits de bilans, concernant les 3 dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
- Un extrait de Kbis (ou document équivalent).

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

**niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) :**

- Le chiffre d'affaires annuel des 3 dernières années devra ne pas être inférieur à 3 M€ TTC (partie IV B1bb) ;
- 5 attestations de travaux de moins de 3 ans pour des prestations de même nature que celle du marché, et comprenant au moins une référence pour des travaux de mise en œuvre de produits VNTP de type b, ou de DAS.

**Référence professionnelle et capacité technique :****Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :**

Si le candidat utilise le DUME :

Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec (parties II et IV C) :

- Les informations concernant l'opérateur économique (partie II à remplir en totalité) ;
- Une liste des prestations de même nature que celle du présent marché, exécutées sur les 5 dernières années (partie IV C 1b) ;
- Un organigramme et le nom des intervenants ou des organismes techniques auxquels il fera appel (partie IV-C-3) ;
- La description des équipements techniques et des mesures pour s'assurer de la qualité et celle des moyens d'études et de recherches (partie IV C 4) ;
- La description des titres d'études et professionnels détenus par la ou les personnes qui seront chargées de l'exécution du marché (partie IV-C-7) ;
- Le nombre de cadres et les effectifs moyens annuels concernant les 3 dernières années (partie IV C 9) ;
- La liste des accréditations utiles pour l'exécution du marché (partie IV D1) ;;
  - Qualification FNTP : 3711 Mise en œuvre par moyens mécaniques autoportés sur routes à chaussées séparées
  - Certification NF 435 : prestations de signalisation routière horizontale
  - Certification NF2 : produits de marquage de chaussées
  - Certification NF Environnement 331 : produits de signalisation horizontale
- Les effectifs moyens annuels ;
- La description de l'outillage, matériel et de l'équipement technique qui sera utilisé pour l'exécution du marché (partie IV C 10).

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- Expérience :

- La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin

- Capacités professionnelles :

- L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des

cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;

- Le CV de la ou les personnes qui seront chargées de l'exécution du marché ;
- La liste des intervenants accompagnée de leurs CV ;
- Les certificats de qualifications professionnelles suivants :
  - Qualification FNTP : 3711 Mise en œuvre par moyens mécaniques autoportés sur routes à chaussées séparées
- Les certificats de qualité ci-après, délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes :
  - Certification NF 435 : prestations de signalisation routière horizontale
  - Certification NF2 : produits de marquage de chaussées
  - Certification NF Environnement 331 : produits de signalisation horizontale

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

- Capacités techniques :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;
- Une description des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

**niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) :**

-Les certificats de qualité ci-après, délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes :

- Certification NF 435 : prestations de signalisation routière horizontale
- Certification NF2 : produits de marquage de chaussées
- Certification NF Environnement 331 : produits de signalisation horizontale

**dans un autre sous dossier :**

- Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

NB : Le bordereau des prix qui fera partie intégrante des pièces du marché n'est pas à remettre à l'offre par les candidats. Il sera rempli uniquement par l'attributaire.

#### **- Les documents explicatifs :**

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- la description et la qualification des moyens matériels et humains (conformité par rapport à la norme NF 435) ainsi que des modes opératoires envisagés pour les différentes techniques autorisées au marché (cf. article 3.2 du CCTP), les rendements associés pour la réalisation des prémarquages ;
- la méthodologie permettant d'aboutir à des propositions de techniques, produits et dosages les plus adaptés au contexte, pour les différentes catégories de chantier, dans la limite des contraintes imposées au marché ;
- fiches techniques (NF2) des produits envisagés pour les différents cas de figures avec les attestations de droit d'usage en cours de validité ou à défaut, l'engagement de leur renouvellement lors de la notification du marché ;
- la liste des contrôles internes et externes prévus en amont des chantiers sur les différents matériels et produits et pendant l'exécution des travaux ainsi que la période de garantie, dans le cadre de la démarche qualité de l'entreprise ;
- les dispositions envisagées pour garantir la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail des personnels lors de l'exécution des chantiers en fonction des différentes conditions d'exploitation sous-chantier (travaux sous ou hors circulation).
- Le cas échéant, la capacité à utiliser, fournir et mettre en œuvre des produits de type P6 – dénommés « formule entreprise » dans le BP, pour tous les marquages des lignes longitudinales et les marquages permanents en précisant les modalités de mise en œuvre et les spécificités d'usage. Les fiches produits seront fournies à l'appui du mémoire technique.
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) cadre ci-joint à compléter servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ). Le SOPAQ deviendra contractuel à la signature du marché.
- Le Schéma d'Organisation de la GEstion des Déchets de Chantier (SOGED), cadre ci-joint à compléter servant de support pour l'établissement et comprenant :
  - Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
  - Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;
  - Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant

les travaux ;

- Les taux de valorisation.

Le SOGED deviendra contractuel à la signature du marché.

- Le détail estimatif indicatif : cadres ci-joints à compléter sans modification ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de détail estimatif.

Pour ceux de ces produits faisant référence à des normes ou marques de qualité étrangères le candidat fournira tous les documents complémentaires permettant d'apprécier l'équivalence.

Les certificats originaux établis éventuellement dans une langue autre que le français devront être accompagnés de leur traduction en français.

Seuls seront examinés les certificats émis par des organismes accrédités (par des organismes d'accréditation signataires des accords dits « EA » ou à défaut ayant fourni la preuve de leur conformité à la norme EN 45011).

### **3-1.3.** Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

### **3-1.4.** Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

- Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :
- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, seront remis avant la notification du marché :

- les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché ;
- une déclaration appropriée de banque ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par une attestation de l'assureur ;

- les attestations d'assurance visées à l'article 1-8.3 du CCAP ;
- le bordereau des prix (types de fichier xls ou ods) cadre ci-joint à compléter sans modification conformément aux prix du détail estimatif indicatif éventuellement mis au point ; en cas de discordance, le détail estimatif sera prioritaire ;
- et, en cas de mise au point du marché, les éventuelles pièces du DCE modifiées, à dater et à signer par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise.”

### **3-2. Variantes**

Sans objet.

## **ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES**

### **4-1. Sélection des candidatures**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RMO.

Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus.

Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage pourra demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

### **4-2. Jugement et classement des offres**

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RMO examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres **de chaque lot** conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO. Les offres classées ex æquo sont départagées en donnant priorité à l'offre la mieux placée selon le critère prix.

En cas de candidature incomplète, le pouvoir adjudicateur pourra demander au candidat concerné

de compléter celles-ci. En cas de refus, la candidature sera éliminée. La candidature du candidat classé en second sera analysée et ainsi de suite jusqu'à obtention d'une candidature valide qui permettra au RMO de sélectionner le candidat.

Critère d'attribution	Pondération
Le critère prix des prestations	60 points
La valeur technique des prestations	20 points
Le qualité environnementale	20 points

#### **4-2.1.** Notation du critère « Prix des prestations »

La note du critère prix sera un nombre positif calculé suivant une formule linéaire en fonction du prix moins-disant. La note obtenue sera arrondie au dixième le plus proche.

En cas d'erreurs de multiplication ou d'addition dans le détail estimatif indicatif, c'est le montant total rectifié de l'offre qui sera pris en compte. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité, dans le cadre de la mise au point du marché, à mettre le document en cohérence avec ce montant total. En cas de refus, son offre sera considérée comme irrégulière et éliminée.

Une offre dont le prix est trop élevé pour pouvoir être mieux-disante, quelle que soit sa note technique ou environnementale, pourra être classée selon uniquement son prix en supposant maximales les autres notes critères

Après examen, les offres dont la note sur le critère prix est inférieure à 15 sur 60 pourront être éliminées..

Lors de l'examen des offres, le RMO se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans les sous-détail ou les décompositions de prix, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier les sous détails ou les décompositions de prix pour les mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

#### **4-2.2.** Notation du critère « Valeur technique de l'offre »

Le critère « valeur technique de l'offre » sera noté sur 20 points au vu d'un mémoire justificatif et explicatif comportant selon le barème suivant :

Sous-critère	Contenu	Note maximale
1	La description et la qualification des moyens matériels et humains (conformité par rapport à la norme NF 435) ainsi que des modes opératoires envisagés pour la mise en œuvre des différentes natures de produits autorisées au marché (y compris les DAS noirs et engravures) ainsi que les rendements associés, pour la réalisation des pré-marquages et pour la sécurité des agents et salariés.	5
2	La méthodologie permettant d'aboutir à des propositions de procédés, de produits et de dosages les plus adaptés au contexte, pour les différentes catégories de chantier, dans la limite des contraintes imposées au marché	5

3	La liste des contrôles internes et externes prévus sur les différents produits, pendant l'exécution des travaux et pendant la période de garantie, dans le cadre de la démarche qualité de l'entreprise.	5
4	La capacité à utiliser, fournir et mettre en œuvre des produits de type P6 – dénommés « formule entreprise » dans le BP, pour tous les marquages des lignes longitudinales et les marquages permanents en précisant les modalités de mise en œuvre et les spécificités d'usage. Les fiches produits seront fournies à l'appui du mémoire technique.	5

Après examen, les offres dont la note sur le critère technique est inférieure à 10 sur 20 seront éliminées.

#### **4-2.3.** Notation du critère environnemental

Le critère environnemental sera noté sur 20 points sur la note environnementale que produira l'entreprise détaillant les éléments relatifs aux sous-critères ci-après :

1	<p><b>Estimation des émissions de GES sur chantier type</b></p> <p>Une estimation chiffrée des émissions de GES (exprimée en tonnes équivalent CO<sub>2</sub>) associées à la réalisation de la prestation type suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>rétablissement en produit VNTP type b, en axe, rive gauche et rive droite, sur une chaussée en 2 x 2 voies pour 5 km de chaussée</li> <li>chantier à une distance de 30 km de l'entreprise (localisation du stockage des engins de marquage)</li> </ul> <p>Cette estimation devra inclure l'ensemble du cycle opérationnel : production et transport des matériaux depuis leur lieu de production, conditionnement/emballage, déplacements des équipes et engins, consommation d'énergie, traitement des déchets, etc. Les hypothèses et sources de calcul devront être clairement explicitées (facteurs d'émission, base de données utilisée, méthodologie employée : Base Carbone ADEME, ISO14040 et ISO14044, bilan simplifié, etc.).</p>	5
2	<p><b>Modalité de suivi des performances environnementales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un objectif de réduction ou de limitation des émissions de GES, mesurable et atteignable, sur la durée de l'accord-cadre.</li> <li>Méthodologie de recueil des données environnementales pour chaque chantier permettant d'appliquer le CCTP</li> <li>Modalités de suivi ou de bilan annuel proposées par le candidat.</li> </ul>	7,5
3	<p><b>Produits et pratiques limitant les impacts environnementaux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Des engagements concrets pour tendre vers cet objectif (ex. :</li> </ul>	7,5



	<p>organisation logistique optimisée pour réduire les trajets et la consommation de carburant, remplacement progressif des véhicules thermiques, amélioration des procédés, choix de matériaux à faible empreinte carbone...).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion des déchets sur chantier (tri, recyclage, valorisation)</li> </ul>	
--	--	--

Après examen, les offres dont la note sur le critère environnemental est inférieure à 5 sur 20 seront éliminées.

### **4-3. Documents à fournir par les candidats pressentis**

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

## **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

**Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.**

**Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.**

### **5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **PPCI-2025-001**.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- l'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- la durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;

- seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

## **5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique**

### **5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

**L'enveloppe** portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction interdépartementale des routes Nord-Ouest  
SPT / Pôle programmation et gestion des marchés  
97, boulevard de l'Europe - CS 61141  
76175 Rouen cedex 1

Copie de sauvegarde pour : **Accords-cadres à bons de commande relatifs à la fourniture et mise en œuvre de produits de marquage pour signalisation horizontale sur le réseau routier national de la DIR Nord-Ouest**

**Lot n° :**

**Nom du candidat ou des membres du groupement candidat<sup>(\*)</sup> :**

**« NE PAS OUVRIR »**

(\*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Conformément à l'arrêté du 14 avril 2023, elle peut aussi être transmise via le courriel électronique indiqué dans l'avis de marché.

**5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde**

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

**ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.